

## Établissement de rapports sur l'indicateur mondial 6.5.2 des ODD

### MODÈLE du deuxième cycle d'établissement de rapports

---

#### Contenu du modèle

Le modèle est divisé en quatre parties :

- Partie I - Calcul de l'indicateur 6.5.2 des ODD
- Partie II - Informations concernant chaque bassin ou groupe de bassins transfrontières
- Partie III - Informations d'ordre général sur la gestion des eaux transfrontières au niveau national
- Partie IV - Questions finales

Nom du pays : [à compléter]

# **A L G E R I E**

---

## I. Calcul de l'indicateur 6.5.2 des objectifs de développement durable

### *Méthode*

1. Au moyen des informations recueillies à la partie II, on peut calculer l'indicateur 6.5.2 des Objectifs de développement durable, défini comme étant la proportion de la superficie des bassins transfrontières où est en place un arrangement opérationnel pour la coopération dans le domaine de l'eau.

2. Pour les détails concernant les données nécessaires, les définitions et le mode de calcul, on se reportera à la méthode par étapes pour le suivi de l'indicateur 6.5.2 mise au point par la CEE-ONU et l'UNESCO dans le cadre d'ONU-Eau<sup>a</sup>.

3. Pour calculer l'indicateur au niveau national, on additionne, à l'échelle d'un pays, la superficie des bassins transfrontières (bassins de cours d'eau et de lacs et aquifères) couverte par un dispositif de coopération opérationnel et on divise la superficie obtenue par la surface totale cumulée de l'ensemble des bassins transfrontières du pays (bassins de cours d'eau et de lacs et aquifères).

4. Les bassins transfrontières sont des bassins d'eaux transfrontières, c'est-à-dire toutes les eaux de surface (notamment les cours d'eau et les lacs) ou les eaux souterraines qui marquent les frontières entre deux États ou plus, les traversent ou sont situées sur ces frontières. Aux fins du calcul de cet indicateur, pour un cours d'eau ou un lac transfrontière, la superficie du bassin est définie par l'étendue du bassin hydrographique ; pour les eaux souterraines, l'aire considérée est l'étendue de l'aquifère.

5. Un « arrangement pour la coopération dans le domaine de l'eau » désigne un traité, une convention, un accord au niveau bilatéral ou multilatéral, ou tout autre arrangement officiel entre des pays riverains, qui fournit un cadre de coopération pour la gestion des eaux transfrontières.

6. Pour qu'un arrangement soit considéré « opérationnel », il faut que tous les critères suivants soient remplis :

a) Il existe un organe ou un mécanisme commun ou une commission commune (par exemple, une organisation de bassin) pour la coopération transfrontière (critère 1) ;

b) Il existe des communications officielles régulières (au moins une fois par an) entre pays riverains sous forme de réunions (au niveau soit politique, soit technique) (critère 2) ;

c) Les pays riverains sont convenus d'objectifs communs, d'une stratégie commune, d'un plan de gestion commun ou coordonné ou d'un plan d'action (critère 3) ;

d) Des échanges de données et d'informations ont lieu périodiquement (au moins une fois par an) (critère 4).

### *Calcul de l'indicateur 6.5.2*

7. Énumérez dans les tableaux ci-dessous les bassins transfrontières (cours d'eau et lacs et aquifères) situés sur le territoire de votre pays et indiquez pour chacun d'eux :

a) Le ou les pays avec lesquels le bassin est partagé ;

b) La superficie du bassin hydrographique (bassin versant des cours d'eau ou des lacs et étendue de l'aquifère dans le cas des eaux souterraines) sur le territoire de votre pays (en kilomètres carrés – km<sup>2</sup>) ;

c) Si une carte et/ou un fichier SIG (système d'information géographique) du bassin a été fourni ;

d) Si un arrangement est en vigueur pour le bassin ;

---

<sup>a</sup> Disponible sur le site d'ONU-Eau à l'adresse : [www.unwater.org/publications/step-step-methodology-monitoring-transboundary-cooperation-6-5-2/](http://www.unwater.org/publications/step-step-methodology-monitoring-transboundary-cooperation-6-5-2/) (version révisée « 2020 »).

---

e) Si l'on a vérifié que l'arrangement satisfaisait à chacun des quatre critères permettant d'établir son caractère opérationnel ;

f) La superficie du bassin, sur le territoire de votre pays, qui est couverte par un arrangement de coopération opérationnel en vertu des quatre critères ci-dessus.

8. Dans le cas où un arrangement opérationnel est en place seulement pour un sous-bassin ou une portion de bassin, répertoriez ce sous-bassin immédiatement après le bassin transfrontière dont il fait partie. Dans le cas où un arrangement opérationnel est en place pour l'ensemble du bassin, ne mentionnez pas les sous-bassins dans le tableau ci-dessous.

## A/ Tableau 1

**Bassins transfrontières (cours d'eau ou lacs) (au besoin, ajouter des lignes supplémentaires)**

N°	Nom du bassin/sous-bassin hydrographique transfrontière	S'agit-il d'un bassin ou d'un sous-bassin ? <sup>b</sup>	Pays avec lesquels il est partagé	Superficie du bassin/sous-bassin (en km <sup>2</sup> ) sur le territoire du pays	Carte et/ou fichier de forme SIG fourni (oui/non)	Couvert par un arrangement spécifique (entièrement, partiellement, non) (Voir questions sect. II)	Critère 1 appliqué (oui/non) (Voir questions sect. II)	Critère 2 appliqué (oui/non) (Voir questions sect. II)	Critère 3 appliqué (oui/non) (Voir questions sect. II)	Critère 4 appliqué (oui/non) (Voir questions sect. II)	Superficie du bassin/sous-bassin (en km <sup>2</sup> ) couverte par un arrangement opérationnel sur le territoire du pays
01	Oued Medjerdah-Mellegue (y compris petits	Sous-bassin	Tunisie	8675km <sup>2</sup>	Oui	Non	Non	Non	Non	Non	0
02	Bassins versants côtiers Est Algérie (oueds Salem, Selloul, Barbara, Messalène, Eddir)	Bassin	Tunisie	35km <sup>2</sup>	Oui	Non	Non	Non	Non	Non	0
03	Bassin du Chott Melrhir (Oueds Saf Saf et Harchane El Aoudj)	Bassin	Tunisie	2700km <sup>2</sup>	Oui	Non	Non	Non	Non	Non	0
04	Oued Kiss (322km <sup>2</sup> )	Sous-bassin	Maroc	150 km <sup>2</sup>	Oui	Non	Non	Non	Non	Non	0
05	Oued Mouilah (affluent de l'Oued Tafna)	Sous-bassin	Maroc	1 650 km <sup>2</sup>	Oui	Non	Non	Non	Non	Non	0
06	Oued Mehaguène	Sous-bassin	Maroc	263 km <sup>2</sup>	Oui	Non	Non	Non	Non	Non	0
07	Oued Olgat	Sous-bassin	Maroc	1 760 km <sup>2</sup>	Oui	Non	Non	Non	Non	Non	0
08	Oued Bou Ardjam	Sous-bassin	Maroc	1 000 km <sup>2</sup>	Oui	Non	Non	Non	Non	Non	0
<b>08</b>	<b>(A) Superficie totale des bassins/sous-bassins hydrographiques et lacustres transfrontières couverte par des arrangements opérationnels sur</b>										<b>0</b>

<sup>b</sup>Énumérez les sous-bassins à la suite des bassins auxquels ils appartiennent.

N°	Nom du bassin/sous-bassin hydrographique transfrontière	S'agit-il d'un bassin ou d'un sous-bassin ? <sup>b</sup>	Pays avec lesquels il est partagé	Superficie du bassin/sous-bassin (en km <sup>2</sup> ) sur le territoire du pays	Carte et/ou fichier de forme SIG fourni (oui/non)	Couvert par un arrangement spécifique (entièrement, partiellement, non) (Voir questions sect. II)	Critère 1 appliqué (oui/non) (Voir questions sect. II)	Critère 2 appliqué (oui/non) (Voir questions sect. II)	Critère 3 appliqué (oui/non) (Voir questions sect. II)	Critère 4 appliqué (oui/non) (Voir questions sect. II)	Superficie du bassin/sous-bassin (en km <sup>2</sup> ) couverte par un arrangement opérationnel sur le territoire du pays
	<b>le territoire du pays (en km<sup>2</sup>)</b> <b>(ne pas compter deux fois les sous-bassins)</b>										
	<b>(B)</b> <b>Superficie totale des bassins/sous-bassins hydrographiques et lacustres transfrontières sur le territoire du pays (en km<sup>2</sup>)</b> <b>(ne pas compter deux fois les sous bassins)</b>			<b>16233 km<sup>2</sup></b>							

## B/ Tableau 2

**Aquifères transfrontières (au besoin, ajouter des lignes supplémentaires)**

N°	Nom de l'aquifère transfrontière	Pays avec lesquels il est partagé	Superficie de l'aquifère <sup>c</sup> (en km <sup>2</sup> ) sur le territoire du pays	Carte et/ou fichier de forme SIG fourni (oui/non)	Couvert par un arrangement spécifique (entièrement, partiellement, non) (Voir questions sect. II)	Couvert dans le cadre d'un arrangement non spécifique à l'aquifère <sup>d</sup> (entièrement, partiellement, non) (Voir questions sect. II)	Critère 1 appliqué (oui/non) (Voir questions sect. II)	Critère 2 appliqué (oui/non) (Voir questions sect. II)	Critère 3 appliqué (oui/non) (Voir questions sect. II)	Critère 4 appliqué (oui/non) (Voir questions sect. II)	Superficie de l'aquifère (en km <sup>2</sup> ) couverte par un arrangement opérationnel sur le territoire du pays
01	Système Aquifère du Sahara Septentrional-SASS	-Libye -Tunisie	700 000 km <sup>2</sup>	Oui Voir site OSS	Oui (entièrement)	Oui (Mécanisme de concertation entre les 3 pays)	Oui	Oui	Oui	Oui	700 000 Km <sup>2</sup>
02	Bassin de Taoudéni-Tanezrouft (2000 000 km <sup>2</sup> )	-Mali -Mauritanie	360 000 km <sup>2</sup>	Oui Voir site OSS	Non (En cours)	Non	Non	Non	Non	Non	0
03	Système Aquifère d'Iullemeden-Irhazer-SAI (Bassin de Tinséririne) (500 000 km <sup>2</sup> )	-Niger -Mali -Nigeria - Tchad	25 000 km <sup>2</sup>	Oui Voir site OSS	Non (En cours)	Non	Non	Non	Non	Non	0
04	Bassin de Tindouf (210 000 km <sup>2</sup> )	-Maroc -Mauritanie -Sahara Occidental	85 000 km <sup>2</sup>		Non	Non	Non	Non	Non	Non	0
05	Bassin d'Errachidia-Béchar (60 000 km <sup>2</sup> )	-Maroc	20 000 km <sup>2</sup>		Non	Non	Non	Non	Non	Non	0
06	Bassin de Angad-Maghnia (810 km <sup>2</sup> )	-Maroc	350 km <sup>2</sup>		Non	Non	Non	Non	Non	Non	0
07	Nappe de l'Oued Kiss-Plaine des Triffas	-Maroc	200 km <sup>2</sup>		Non	Non	Non	Non	Non	Non	0

<sup>c</sup>Pour un aquifère transfrontière, l'étendue est dérivée de la délimitation du système aquifère qui est couramment faite en se fondant sur les informations du sous-sol (notamment l'étendue des formations géologiques). En règle générale, la délimitation des systèmes aquifères est basée sur la délimitation de l'étendue des eaux reliées hydrologiquement dans les formations géologiques. Les systèmes aquifères sont des objets en trois dimensions et la superficie de l'aquifère prise en compte est la projection sur la surface terrestre du système. Idéalement, lorsque différents systèmes aquifères ne sont pas reliés hydrologiquement mais superposés verticalement, les différentes superficies projetées sont considérées de manière séparée, à moins que les différents systèmes aquifères ne soient gérés de manière commune.

<sup>d</sup>Dans le texte de l'accord ou de l'arrangement ou dans la pratique.

N°	Nom de l'aquifère transfrontière	Pays avec lesquels il est partagé	Superficie de l'aquifère (en km <sup>2</sup> ) sur le territoire du pays	Carte et/ou fichier de forme SIG fourni (oui/non)	Couvert par un arrangement spécifique (entièrement, partiellement, non) (Voir questions sect. II)	Couvert dans le cadre d'un arrangement non spécifique à l'aquifère (entièrement, partiellement, non) (Voir questions sect. II)	Critère 1 appliqué (oui/non) (Voir questions sect. II)	Critère 2 appliqué (oui/non) (Voir questions sect. II)	Critère 3 appliqué (oui/non) (Voir questions sect. II)	Critère 4 appliqué (oui/non) (Voir questions sect. II)	Superficie de l'aquifère (en km <sup>2</sup> ) couverte par un arrangement opérationnel sur le territoire du pays
08	Nappe des Traras- Bén-Snassen	Maroc	300 km <sup>2</sup>		Non	Non	Non	Non	Non	Non	0
09	Monts deTlemcen- Monts de Djerrada	Maroc	400 km <sup>2</sup>		Non	Non	Non	Non	Non	Non	0
10	Chott El Gharbi- Oued Charef (12000 km <sup>2</sup> )	Maroc	9 000 km <sup>2</sup>		Non	Non	Non	Non	Non	Non	0
11	Nappe deTigri-Tendara	Maroc	100 km <sup>2</sup>		Non	Non	Non	Non	Non	Non	0
	<b>(C)</b> <b>Total partiel : superficie des aquifères transfrontières couverte par des arrangements opérationnels (en km<sup>2</sup>)</b>										700000 km <sup>2</sup>
<b>11</b>	<b>(D)</b> <b>Superficie totale des aquifères transfrontières (en km<sup>2</sup>)</b>		<b>1 200 350 km<sup>2</sup></b>								

---

## Valeur de l'indicateur pour le pays

### Eaux de surface :

Pourcentage de la superficie des bassins de cours d'eau ou de lacs transfrontières couverte par un arrangement opérationnel :

$$A/B \times 100 = 0\%$$

### Aquifères :

Pourcentage de la superficie des aquifères transfrontières couvertes par un arrangement opérationnel :

$$C/D \times 100 = 58.32\%$$

### Indicateur 6.5.2 :

Pourcentage de la superficie des bassins transfrontières couverte par un arrangement opérationnel :

$$((A + C)/(B + D)) \times 100 = 57.54\%$$

### Informations spatiales

Si une ou des cartes des bassins versants des eaux de surface transfrontières et des aquifères transfrontières (« bassins transfrontières ») sont disponibles, envisagez de les joindre au présent rapport. Dans l'idéal, les fichiers de forme du bassin et les délimitations de l'aquifère qui peuvent être visualisés dans un SIG devraient être communiqués.

### Informations complémentaires

Si le répondant souhaite formuler des observations pour clarifier les hypothèses ou les interprétations utilisées dans les calculs, ou concernant le degré de certitude des informations spatiales, il pourra les consigner ci-après.



---

Votre pays est-il partie à des accords ou arrangements transfrontières de protection et/ou de gestion des eaux transfrontières (par exemple, des cours d'eau, des lacs ou des eaux souterraines) qu'ils soient bilatéraux ou multilatéraux ?

Oui  / Non

*Dans l'affirmative, indiquer les accords ou arrangements bilatéraux et multilatéraux (pour chacun des pays concernés) : [à compléter]*

### **Mécanisme de Concertation du SASS entre les trois (03) pays**

## **II. Questions concernant chaque bassin, sous-bassin, partie de bassin ou groupe de bassins (cours d'eau, lac ou aquifère)**

Veillez remplir cette deuxième partie pour chaque bassin transfrontière (bassin de cours d'eau ou de lacs ou aquifère), sous-bassin, partie de bassin, ou groupe de bassins couverts par le même accord ou arrangement et pour lesquels les conditions sont similaires<sup>1</sup>. Dans certains cas, vous pouvez fournir des informations sur un bassin et l'un ou plusieurs de ses sous-bassins ou des parties d'entre eux, par exemple, lorsque votre pays est partie à des accords<sup>2</sup> ou des arrangements portant à la fois sur le bassin et sur son sous-bassin. Vous pouvez coordonner vos réponses avec d'autres États avec lesquels votre pays partage des eaux transfrontières, voire établir un rapport commun. Les informations d'ordre général sur la gestion des eaux transfrontières au niveau national doivent figurer dans la partie III et ne pas être répétées dans la présente partie.

Veillez répondre à toutes les questions de la partie II pour chaque bassin, sous-bassin, partie de bassin ou groupe de bassins transfrontières.

**Nom du bassin, du sous-bassin, de la partie de bassin ou du groupe de bassins transfrontières : [à compléter]**

### **Système Aquifère du Sahara Septentrional (SASS)**

Liste des États riverains : [à compléter] **ALGERIE-LYBIE-TUNISIE**

**Dans le cas d'un aquifère, quelle est la nature de cet aquifère et sa relation avec le bassin hydrographique ou lacustre :**

Aquifère non confiné à un cours d'eau ou à un lac

Aquifère non confiné n'ayant pas de relation ou ayant une relation limitée avec le cours d'eau ou le lac

Aquifère confiné relié à des masses d'eau de surface

Aquifère confiné n'ayant pas de relation ou ayant une relation limitée avec des masses d'eau de surface

Autres

Précisez : [à compléter]

Inconnu

**Pourcentage du territoire de votre pays dans le bassin, le sous-bassin, une partie du bassin ou le groupe de bassins : [à compléter] 70%**

1. Existe-t-il un ou plusieurs accords ou arrangements (bilatéraux ou multilatéraux) transfrontières concernant le bassin, le sous-bassin, une partie du bassin ou le groupe de bassins ?

Un ou plusieurs accords ou arrangements existent et sont en vigueur

---

<sup>1</sup> En principe, la partie II doit être présentée pour tous les bassins, cours d'eau, lacs ou aquifères transfrontières du pays, mais les États peuvent décider de regrouper les bassins dans lesquels leur part est faible ou omettre les bassins dans lesquels leur part est négligeable, par exemple inférieure à 1 %.

<sup>2</sup> Dans la partie II, le terme « accord » recouvre toutes sortes de traités, conventions et accords prévoyant une coopération dans le domaine des eaux transfrontières. La partie II peut également être remplie pour d'autres types d'arrangements, tels que les mémorandums d'accord.

Un accord ou un arrangement a été élaboré, mais il n'est pas en vigueur

Un accord ou un arrangement a été élaboré, mais il n'est pas en vigueur pour tous les riverains

*Indiquer le nom du ou des accords ou des arrangements : [à compléter]*

Un accord ou un arrangement est en cours d'élaboration

Aucun accord ou arrangement

*S'il n'y a pas d'accord ou d'arrangement ou si l'accord ou l'arrangement n'est pas en vigueur, expliquer brièvement pourquoi et donner des informations sur tout projet visant à remédier à la situation : [à compléter]*

**S'il n'existe aucun accord ou arrangement et qu'il n'existe pas non plus d'organe ou de mécanisme commun pour le bassin, le sous-bassin, la partie du bassin ou le groupe de bassins transfrontières, passer directement à la question 4 ; s'il n'existe pas d'accord ou d'arrangement mais qu'il existe un organe ou mécanisme commun, passer à la question 3.**

**Il faut répondre aux questions 2 et 3 pour chaque accord ou arrangement bilatéral ou multilatéral en vigueur dans le bassin, le sous-bassin, la partie du bassin ou le groupe de bassins transfrontières.**

2. a) L'accord ou l'arrangement précise-t-il la zone sur laquelle porte la coopération ?

Oui /Non

Dans l'affirmative, vise-t-il le bassin, ou groupe de bassins, dans son ensemble, ainsi que tous les États riverains ?

Oui /Non

Explications complémentaires ? [à compléter]

Ou, si l'accord ou l'arrangement porte sur un sous-bassin, couvre-t-il le sous-bassin dans son ensemble ?

Oui /Non

Explications complémentaires ? [à compléter]

Quels États (y compris le vôtre) sont-ils liés par cet accord ou arrangement ? (préciser) : [à compléter] **ALGERIE-LYBIE-TUNISIE**

b) Si l'accord ou l'arrangement porte sur un bassin ou sous-bassin de cours d'eau ou de lacs, couvre-t-il également les aquifères ?

Oui /Non

Dans l'affirmative, énumérez les aquifères visés par l'accord ou l'arrangement : [à compléter] C'est un bassin aquifère

c) Quel est le champ d'application de l'accord ou de l'arrangement ?

Toutes les utilisations de l'eau

Une seule utilisation de l'eau ou un seul secteur

Plusieurs utilisations de l'eau ou secteurs

*Si l'accord porte sur plusieurs utilisations de l'eau ou secteurs, préciser (cocher les cases appropriées) :*

**Utilisations de l'eau ou secteurs**

Industrie

Agriculture

Transports (par exemple, navigation)

- 
- Foyers
  - Énergie : hydroélectricité et autres types d'énergie
  - Pêches
  - Tourisme
  - Protection de la nature
  - Autres (*préciser*) : [à compléter]

d) Quels thèmes ou domaines de coopération sont-ils visés par l'accord ou l'arrangement ?

**Questions procédurales et institutionnelles**

- Prévention et résolution des litiges et conflits
- Coopération institutionnelle (organes communs)
- Consultation sur les mesures prévues
- Assistance mutuelle

**Thèmes de coopération**

- Perspectives et objectifs de gestion communs
- Questions importantes touchant à la gestion commune des eaux
- Navigation
- Santé
- Protection de l'environnement (écosystème)
- Qualité de l'eau
- Quantité ou allocation des ressources en eau
- Coopération dans la lutte contre les inondations
- Coopération dans la lutte contre la sécheresse
- Adaptation au changement climatique

**Surveillance et échange d'informations**

- Évaluations communes
- Collecte et mise en commun de données
- Surveillance commune
- Tenue d'inventaires communs de données relatives à la pollution
- Élaboration d'objectifs communs en matière de qualité de l'eau
- Procédures communes d'alerte rapide et d'alarme
- Échange de données d'expérience entre États riverains
- Échange d'informations sur les mesures prévues

**Planification et gestion communes**

- Élaboration de règlements communs sur des thèmes spécifiques
- Élaboration de plans de gestion ou de plans d'action internationaux ou communs pour des cours d'eau, lacs ou bassins aquifères
- Gestion d'infrastructures partagées
- Établissement d'infrastructures partagées
- Autres (*préciser*) : [à compléter]

e) Quels sont les principaux problèmes et difficultés auxquels votre pays fait face concernant l'accord ou l'arrangement et son application, le cas échéant ?

- Application de l'accord ou de l'arrangement en conformité avec les lois, politiques et programmes nationaux
- Application de l'accord ou de l'arrangement en conformité avec les lois, politiques et programmes régionaux
- Manque de ressources financières
- Capacités humaines insuffisantes
- Capacités techniques insuffisantes
- Relations diplomatiques tendues
- Non-participation de certains pays riverains à l'accord
- Pas de difficultés notables
- Autres (*préciser*) : [à compléter]

f) Quelles sont les principales réalisations en matière d'application de l'accord ou de l'arrangement et quels ont été les principaux facteurs de ce succès ? [à compléter]

Mise en place d'une banque de données commune ; Elaboration d'un modèle mathématique de gestion ; Mécanisme de concertation entre les trois « 03à pays.

Elaboration en collaboration avec l'OSS de projets relatifs à ce système aquifère

g) Joindre une copie de l'accord ou de l'arrangement ou indiquer l'adresse Web à laquelle le document peut être consulté (*joindre le document ou indiquer l'adresse Web*) : [à compléter] Voir site Web : oss.org.tn, Rubrique SASS

3. Votre pays est-il membre d'un organe ou mécanisme commun pour cet accord ou cet arrangement ?

Oui /Non  : Comité technique permanent du mécanisme de concertation

*Si ce n'est pas le cas, pourquoi ? (préciser) : [à compléter]*

#### **Lorsqu'il existe un organe ou mécanisme commun**

a) S'il existe un organe ou mécanisme commun, de quel type d'organe ou de mécanisme s'agit-il ? (*cocher une case*)

- Plénipotentiaire
- Commission bilatérale
- Commission de bassin ou assimilée
- Réunion de groupe d'expert ou réunion des points de contact nationaux
- Autre (*préciser*) : [à compléter]

b) L'organe ou mécanisme commun est-il chargé de l'ensemble du bassin, du sous bassin, d'une partie du bassin ou du groupe de bassins transfrontières ?

Oui /Non  bassin aquifère

c) Quels États (y compris le vôtre) sont-ils membres de l'organe ou mécanisme commun ? (*veuillez énumérer*) : [à compléter] **ALGERIE-LYBIE-TUNISIE**

d) Y a-t-il des États riverains qui ne sont pas membres de l'organe ou mécanisme commun ? (*veuillez énumérer*) : [à compléter] néant

e) Si tous les États riverains ne sont pas membres de l'organe ou mécanisme commun, comment l'organe ou mécanisme coopère-t-il avec eux ?

- Pas de coopération

---

Ils ont le statut d'observateur

Autre (*préciser*) : [à compléter]

f) L'organe ou mécanisme commun présente-t-il une des caractéristiques suivantes (*cocher les cases appropriées*) ?

Un secrétariat

*S'il s'agit d'un secrétariat permanent, est-ce un secrétariat commun ou bien chaque pays a-t-il son propre secrétariat ? (préciser) :* [à compléter]

**Un secrétariat appelé Unité de coordination dont la présidence est tournante à raison d'un mandat d'un an par pays.**

Un ou des organes subsidiaires

*Préciser (par exemple, groupes de travail sur des thèmes spécifiques) :* [à compléter] : **Des groupes de travail peuvent être créés selon les besoins.**

Autres caractéristiques (*préciser*) : [à compléter]

g) Quelles sont les tâches et activités de cet organe ou mécanisme commun<sup>3</sup> ?

Identification des sources de pollution

Collecte et échange de données

Surveillance commune

Tenue d'inventaires communs de données relatives à la pollution

Établissement de limites d'émission

Élaboration d'objectifs communs en matière de qualité de l'eau

Gestion et prévention des risques d'inondation ou de sécheresse

Préparation aux événements extrêmes, par exemple, procédures communes d'alerte rapide et d'alarme

Surveillance et alerte rapide en matière de maladie liée à l'eau

Répartition des ressources en eau et/ou régulation des flux

Élaboration des politiques

Contrôle de la mise en œuvre

Échange de données d'expérience entre États riverains

Échange d'informations sur les utilisations de l'eau et des installations connexes actuelles et prévues

Règlement des litiges et conflits

Consultations sur les mesures prévues

Échange d'informations sur la meilleure technologie disponible

Participation à une EIE transfrontière

Élaboration de plans de gestion du bassin de cours d'eau, de lacs ou aquifère ou de plans d'action

Gestion d'infrastructures partagées

Traitement des altérations hydro- morphologiques

Adaptation aux changements climatiques

---

<sup>3</sup> Dans cette rubrique peuvent figurer des tâches effectuées conformément à l'accord ou des tâches ajoutées par l'organe commun ou ses organes subsidiaires. Il convient d'indiquer les tâches dont l'exécution est coordonnée par l'organe commun et celles qu'il effectue lui-même.

- Stratégie conjointe de communication
- Participation et consultation du public à l'échelle du bassin ou de l'organe commun, par exemple concernant les plans de gestion du bassin
- Ressources communes à l'appui de la coopération transfrontière
- Renforcement des capacités
- Autres tâches (*préciser*) : [à compléter]

h) Quels sont les principaux problèmes et difficultés éventuels auxquels votre pays fait face concernant le fonctionnement de l'organe ou du mécanisme commun ?

- Problèmes de gouvernance
- Préciser lesquels, le cas échéant* : [à compléter]
- Retards imprévus dans la planification
- Préciser le cas échéant* : [à compléter]
- Manque de ressources
- Préciser le cas échéant* : [à compléter] :
- Absence de mécanisme d'exécution des mesures décidées
- Préciser le cas échéant* : [à compléter]
- Absence de mesures efficaces
- Préciser lesquelles, le cas échéant* : [à compléter]
- Événements extrêmes imprévus
- Préciser lesquels, le cas échéant* : [à compléter]
- Manque d'informations et de prévisions fiables
- Préciser le cas échéant* : [à compléter]
- Autres difficultés et problèmes (*indiquer lesquels et les décrire, le cas échéant*) : [à compléter]

i) L'organe ou mécanisme commun, ou ses organes subsidiaires se réunissent-ils régulièrement ?

Oui /Non

Dans l'affirmative, à quelle fréquence ?

- Plus d'une fois par an
- Une fois par an
- Moins d'une fois par an

j) Quels sont les principaux résultats obtenus en ce qui concerne l'organe ou mécanisme commun ? : [à compléter] : Banque de données commune ; Elaboration d'un modèle mathématique de gestion de la nappe ; Organe de coordination et de dialogue ; renforcement des capacités et mise en œuvre des projets dans le bassin.

k) L'organe ou mécanisme commun a-t-il déjà invité un État côtier non riverain à coopérer ?

Oui /Non

*Dans l'affirmative, préciser. Sinon, pourquoi ? Par exemple, les États côtiers concernés sont-ils aussi des États riverains et, partant, déjà membres de l'organe ou mécanisme commun ?* [à compléter]

4. Des objectifs communs, une stratégie commune, un plan de gestion ou plan d'action commun ou coordonné ont-ils été convenus pour le bassin, le sous-bassin, la partie du bassin ou le groupe de bassins ?

Oui /Non

*Dans l'affirmative, fournir de plus amples renseignements : [à compléter]*

5. De quelles mesures de protection bénéficie le bassin, le sous-bassin, la partie du bassin ou le groupe de bassins transfrontières, s'agissant notamment des écosystèmes, dans le cadre de l'utilisation durable et rationnelle de l'eau ?

Réglementation de l'urbanisation, du déboisement  
et de l'extraction de sable et de gravier

Normes relatives aux flux environnementaux, notamment niveaux  
des eaux et variabilité saisonnière

Protection de la qualité de l'eau, par exemple, nitrates, pesticides,  
bactéries fécales coliformes, métaux lourds

Protection des espèces liées à l'eau et de leurs habitats

Autres mesures (*préciser*): [à compléter]: **Mesure concernant les eaux souterraines ; périmètres de protection quantitative et qualitative, protection des zones humides.**

6. a) Votre pays échange-t-il périodiquement des informations et des données avec d'autres États riverains du bassin, du sous bassin, d'une partie du bassin ou du groupe de bassins ?

Oui /Non

- b) Dans l'affirmative, à quelle fréquence :

Plus d'une fois par an

Une fois par an

Moins d'une fois par an

- c) Précisez comment s'effectue l'échange d'informations (par exemple, à l'occasion des réunions des organes communs): [à compléter] à l'occasion des réunions.

- d) Dans l'affirmative, quels sont les thèmes qui font l'objet de ces échanges d'informations et de données ?

État de l'environnement

Activités de recherche et application des meilleures techniques  
disponibles

Données relatives à la surveillance des émissions

Mesures planifiées prises pour prévenir, maîtriser ou réduire  
les impacts transfrontières

Sources de pollution ponctuelles

Sources de pollution diffuses

Altérations hydro morphologiques existantes (barrages, etc.)

Débits ou niveaux d'eau (y compris niveaux  
des eaux souterraines)

Prélèvements d'eau

Informations climatologiques

Mesures planifiées ayant des impacts transfrontières,  
tels que développement des infrastructures

---

Autres thèmes (*préciser*) : [à compléter]

Autres observations, par exemple couverture spatiale de l'échange de données et d'informations : [à compléter]

e) Existe-t-il une base de données ou plateforme d'information partagée ?

Oui /Non

f) La base de données est-elle accessible au public ?

Oui /Non

Dans l'affirmative, indiquer l'adresse Web à laquelle elle peut être consultée : [à compléter].

g) Quels sont les principaux défis et problèmes en matière d'échange de données, le cas échéant ? Les données ne sont pas toujours collectées de manière régulière.

Fréquence des échanges

Calendrier des échanges

Comparabilité des données et des informations

Couverture spatiale limitée

Insuffisance des ressources (techniques et/ou financières)

Autres (*préciser*) : [à compléter]

Observations complémentaires : [à compléter]

h) Quels sont les principaux avantages de l'échange de données sur le bassin, le sous-bassin, la partie du bassin ou le groupe de bassins ? (*préciser*) : [à compléter]

De point de vue technique, disposer de toute l'information sur la base de données, gestion coordonnée et concertée et usage équitable.

De point de vue politique, renforcer les relations entre les pays ; consolider les coopérations régionales et surmonter les conflits d'usage de la ressource et environnementaux.

7. Les États riverains exercent-ils une surveillance commune du bassin, du sous-bassin, d'une partie du bassin ou du groupe de bassins transfrontières ?

Oui /Non

a) Dans l'affirmative, que recouvre la surveillance commune ?

**Le réseau de surveillance est partagé et les informations collectées, alimentent la base de données commune**

	Hydrologique	Écologique	Chimique
Eaux frontalières de surface	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Eaux de surface dans l'ensemble du bassin	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Eaux de surface du cours d'eau principal	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Eaux de surface dans une partie du bassin	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Préciser [à compléter]			
Aquifère(s) transfrontière(s) (reliés ou non entre eux)			
Aquifère(s) sur le territoire d'un riverain relié(s) hydrauliquement à un cours	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>



## d'eau ou lac transfrontière

b) S'il y a surveillance commune, comment est-elle effectuée ?

Stations nationales de surveillance reliées en réseau  
ou stations communes

*Préciser* : [à compléter]

Méthodes communes et concertées

*Préciser* : [à compléter]

Échantillonnage conjoint

*Préciser* : [à compléter]

Réseau commun de surveillance

*Préciser* : [à compléter]

Paramètres communs concertés

*Préciser* : [à compléter]

c) Décrire les principales réalisations concernant la surveillance commune, le cas échéant : [à compléter]

d) Décrire toute difficulté rencontrée dans le cadre de la surveillance commune : [à compléter]

8. Les États riverains procèdent-ils à une évaluation commune du bassin, du sous-bassin, d'une partie du bassin ou du groupe de bassins transfrontière(s) ?

Oui /Non

*Dans l'affirmative, indiquer la date de la dernière ou de l'unique évaluation, la fréquence et la portée (par exemple, eaux de surface ou eaux souterraines seulement, sources de pollution, etc.) de l'évaluation ainsi que la méthode d'évaluation appliquée* : [à compléter] **Une évaluation et un état de la ressource est présenté chaque année au comité technique permanent lors de sa réunion.**

9. Les États riverains sont-ils convenus d'utiliser des normes communes de qualité de l'eau ?

Oui /Non

*Dans l'affirmative, quelles normes ont été appliquées, par exemple normes internationales ou régionales (préciser lesquelles), ou bien les normes nationales des États riverains ont-elles été appliquées ?* : [à compléter] **Les normes OMS sont appliquées.**

10. Quelles sont les mesures appliquées pour prévenir ou limiter l'impact transfrontière de la pollution accidentelle ?

Notification et communication

Système coordonné ou commun d'alerte rapide ou d'alarme  
en cas de pollution accidentelle de l'eau

Autres (*préciser*) : [à compléter]

Pas de mesure

*Si aucune mesure n'est appliquée, quelles en sont les raisons ? Quelles sont les difficultés auxquelles se heurte votre pays pour mettre en place ce genre de mesures ?* [à compléter]

- 
11. Quelles sont les mesures appliquées pour prévenir ou limiter l'impact transfrontière des événements météorologiques extrêmes et des changements climatiques ?

- Notification et communication
- Système d'alarme coordonné ou commun en cas d'inondation
- Système d'alarme coordonné ou commun en cas de sécheresse
- Stratégie commune d'adaptation aux changements climatiques
- Stratégie commune de réduction des risques de catastrophe
- Autres (*préciser*) : [à compléter]
- Pas de mesure

*Si aucune mesure n'est appliquée, quelles en sont les raisons ? Quelles sont les difficultés auxquelles se heurte votre pays pour mettre en place ce genre de mesures ?* [à compléter] **Il s'agit d'un bassin aquifère (Eaux souterraines).**

12. En cas de situation critique, des procédures d'assistance mutuelle sont-elles en place ?

Oui /Non

*Dans l'affirmative, les décrire brièvement :* [à compléter] des accords de coopération bilatérale

13. Le public ou les parties prenantes participent-ils à la gestion des eaux transfrontières du bassin, du sous-bassin, d'une partie du bassin ou du groupe de bassins ?

Oui /Non

*Dans l'affirmative, comment ? (cocher toutes les cases appropriées)*

**Des comités nationaux sont mis en place au niveau de chaque pays pour le mécanisme du SASS.**

Les parties prenantes ont le statut d'observateur auprès d'un organe ou mécanisme commun

Les parties prenantes ont un rôle consultatif dans l'organe commun

Les parties prenantes ont un rôle décisionnel dans l'organe commun

*Dans l'affirmative, indiquer les parties prenantes pour l'organe ou mécanisme commun :* [à compléter]

Organisations intergouvernementales

Organisations ou associations du secteur privé

Groupements ou associations d'usagers de l'eau

Institutions universitaires ou de recherche

Autres organisations non gouvernementales

Grand public

Autres (*préciser*) : [à compléter]

Accès du public à l'information

Consultation sur les mesures prévues ou les plans de gestion du bassin de cours d'eau ou de lacs<sup>4</sup>

Participation du public

Autres (*préciser*) : [à compléter] **Des comités nationaux sont mis en place au niveau de chaque pays**

---

<sup>4</sup> Ou, le cas échéant, les plans de gestion de l'aquifère.

**Ne pas oublier de remplir chaque fois la partie II pour les bassins, sous-bassins, parties de bassin ou groupes de bassins transfrontières. Joindre une copie des accords ou des arrangements, le cas échéant.**

### III. Gestion des eaux au niveau national

Dans cette partie, vous êtes invité à fournir des informations d'ordre général sur la gestion des eaux au niveau national telle qu'elle a trait aux eaux transfrontières. Les informations relatives à des bassins, sous-bassins, parties de bassins et groupe de bassins transfrontières spécifiques doivent être présentées exclusivement dans la partie II, sans être répétées dans la présente partie.

1. a) La législation, les politiques, plans d'action et stratégies de votre pays prévoient-ils des mesures pour prévenir, maîtriser et réduire tout impact transfrontière ?

Oui /Non

*Dans l'affirmative, décrire brièvement les principaux textes de lois, politiques, plans d'action et stratégies de votre pays : [à compléter]*

**Les stratégies définies et les plans d'action établis prennent automatiquement en considération tout impact des aménagements sur la ressource en eau en aval afin de prévenir tout conflit d'usage.**

- b) La législation de votre pays établit-elle les principes suivants ?

Principe de précaution Oui /Non

Principe du pollueur payeur Oui /Non

Développement durable Oui /Non

Principe de l'utilisateur payeur Oui /Non

Dans l'affirmative, indiquer brièvement comment ces principes sont appliqués au niveau national : à compléter] par des mesures coercitives et incitatives

Des redevances sont appliquées

1. Au titre d'usage des ressources en eau préleveur-payeur (industriel, touristique, service, injection dans les puits pétroliers et exploitation commerciale des eaux minérales et eau de source).
2. Au titre d'économie d'eau et protection quantitative et qualitative de la ressource sont appliquées taux et assiette (4% au Nord) et (2% au Sud) du montant facturé aux usagers raccordés à un réseau collectif ou aux personnes disposant installations de prélèvement d'eau

- c) Existe-t-il dans votre pays un système national de permis ou d'autorisation de rejet des eaux usées et autres formes de pollution provenant de sources ponctuelles (par exemple, dans les secteurs de l'industrie, de l'exploitation minière, de l'énergie, de la gestion municipale, de la gestion des eaux usées ou d'autres secteurs) ?

Oui /Non

*Si oui, pour quels secteurs ?*

Industrie	<input checked="" type="checkbox"/>
Exploitation minière	<input checked="" type="checkbox"/>
Énergie	<input checked="" type="checkbox"/>
Gestion municipale	<input checked="" type="checkbox"/>
Élevage du bétail	<input checked="" type="checkbox"/>

Aquaculture

Autres (préciser) : [à compléter] Rejets urbains

*Décrire brièvement le système de permis ou d'autorisation, en précisant si ce système prévoit la fixation de limites d'émission fondées sur la meilleure technologie disponible.*

*Si oui, pour quels secteurs ? (préciser) : [à compléter]*

*Dans le cas contraire, expliquer pourquoi (en donnant les raisons les plus importantes) ou indiquer s'il est prévu de mettre en place un système de permis ou d'autorisations : [à compléter]*

d) Les rejets autorisés sont-ils surveillés et contrôlés ?

Oui /Non

*Dans l'affirmative, comment ? (cocher les cases appropriées) :*

Surveillance des rejets

Surveillance des impacts physiques et chimiques sur l'eau

Surveillance des impacts écologiques sur l'eau

Conditions de délivrance des permis

Inspectorat

Autres moyens (préciser) : [à compléter]

*S'il n'existe pas dans votre pays de système de surveillance des rejets, expliquer pourquoi ou indiquer s'il existe des projets de mise en place d'un tel système : [à compléter]*

e) Quelles sont les principales mesures prises par votre pays pour réduire les sources diffuses de pollution des eaux transfrontières (par exemple provenant des secteurs de l'agriculture, des transports, de l'exploitation forestière ou de l'aquaculture) ? Les mesures énumérées ci-après concernent l'agriculture, mais d'autres secteurs pourraient avoir une incidence plus grande ; veillez à les inclure dans « autres » :

#### **Mesures législatives**

Normes régissant l'utilisation d'engrais

Normes régissant l'utilisation de lisier ou de fumier

Système d'autorisation

Interdiction de l'utilisation de pesticides ou normes régissant cette utilisation

Autres (préciser) : [à compléter]

#### **Mesures économiques et financières**

Mesures d'incitation financière

Écotaxes (par exemple taxes sur les engrais)

Autres (préciser) : [à compléter]

**Services de vulgarisation agricole**

#### **Mesures techniques**

*Mesures de contrôle à la source*

Assolement

Contrôle du travail de la terre

Cultures de couverture hivernales

---

Autres (*préciser*) : [à compléter]

*Autres mesures*

Bandes tampon/filtrantes

Reconstitution des zones humides

Pièges à sédiments

Mesures chimiques

Autres (*préciser*) : [à compléter]

**Autres types de mesures**

*Le cas échéant, préciser* : [à compléter]

f) Quelles sont les principales mesures prises par votre pays pour une répartition et une utilisation plus efficaces des ressources en eau ?

*Cocher la ou les case(s) appropriée(s) (toutes ne sont pas nécessairement pertinentes)*

Système de réglementation des prélèvements d'eau

Surveillance et contrôle des prélèvements

Définition des droits d'usage de l'eau

Établissement d'une liste des priorités en termes de répartition de l'eau

Technologies permettant d'économiser l'eau

Techniques d'irrigation perfectionnées

Activités de régulation de la demande

Autres moyens (*préciser*)

g) Votre pays applique-t-il l'approche éco systémique ?

Oui /Non

*Dans l'affirmative, décrire de quelle manière* : [à compléter] protection du domaine public hydraulique naturel, des zones humides et systèmes oasiens, lutte contre l'eutrophisation.

h) Votre pays prend-il des mesures spécifiques pour éviter la pollution des eaux souterraines ?

Oui /Non

*Dans l'affirmative, décrire brièvement les mesures les plus importantes* : [à compléter]

**Mise en place des périmètres de protection, autorisation pour la réalisation d'un forage : restriction dans les volumes d'eau prélevés, mise en place d'un réseau de surveillance piézométrique (Niveau de la nappe) et de surveillance hydrochimique (Réseau de qualité de l'eau)**

2. La législation de votre pays exige-t-elle une évaluation de l'impact sur l'environnement (EIE) dans le contexte transfrontière ?

Oui /Non

*Dans l'affirmative, décrire brièvement la législation et toutes procédures de mise en œuvre* : [à compléter] Tout projet d'aménagement est subordonné à la réalisation d'une étude d'impact sur l'environnement.

*Dans le cas contraire, d'autres mesures prévoient-elles une EIE transfrontière ?* [à compléter]Intégré dans le contexte global.

#### IV. Questions finales

1. Quelles sont les principales difficultés rencontrées par votre pays en matière de coopération relative aux eaux transfrontières ?

- Différences entre les cadres administratifs et juridiques du pays
- Manque de données et d'informations pertinentes
- Difficultés relatives à l'échange de données et d'informations
- Fragmentation sectorielle au niveau national
- Barrière linguistique
- Contraintes en matière de ressources
- Pressions environnementales, par exemple événements extrêmes
- Préoccupations relatives à la souveraineté

Préciser les autres difficultés et/ou donner de plus amples détails :  
[à compléter] : Néant, Il n'existe pas de problèmes particuliers.

2. Quels ont été ses principaux succès dans la coopération relative aux eaux transfrontières ?

- Meilleure gestion de l'eau
- Intégration régionale plus poussée, au-delà de la question de l'eau
- Adoption de mécanismes de coopération
- Adoption de plans et programmes communs
- Coopération à longue échéance et durable
- Soutien financier pour les activités communes
- Volonté politique plus affirmée concernant la coopération relative aux eaux transfrontières
- Meilleure connaissance et compréhension
- Prévention des litiges
- Implication des parties prenantes

Indiquer les autres succès, les éléments clefs de ce succès et/ou donner des exemples concrets : [à compléter].

- La gestion concertée du Système aquifère du Sahara Septentrional (Algérie, Tunisie, Libye)
- L'existence de comités techniques bilatéraux de coopération opérationnels dans le domaine des ressources en eau avec la Tunisie et la Libye
- La signature de **conventions** de coopération avec la Mauritanie, le Mali et le Niger dans le Domaine de l'eau.

3. Indiquer quelles institutions ont été consultées pour remplir le questionnaire

- Organe ou mécanisme commun
- Autres pays riverains ou partageant l'aquifère
- Autorité nationale responsable de la gestion de l'eau
- Organisme/autorité responsable de l'environnement
- Autorité chargée du bassin (au niveau national)
- Administration locale ou au niveau de la province
- Service géologique (au niveau national)

---

Ministères autres que celui chargé de l'eau (affaires étrangères,  
finances, forêts, énergie, par exemple)

Organisations de la société civile

Associations d'utilisateurs de l'eau

Acteurs du secteur privé

Autres institutions (préciser) : [à compléter] **Comités nationaux**

Décrire brièvement le processus suivi pour remplir le questionnaire :  
[à compléter]

4. Consigner ici toute autre observation : [à compléter]

5. Nom et coordonnées de la personne qui a rempli le questionnaire : [à compléter]

Date : [à compléter]

Signature : [à compléter]

Nous vous remercions d'avoir pris le temps d'établir le présent rapport.

Ministères autres que celui chargé de l'eau (affaires étrangères, finances, forêts, énergie, par exemple)

Organisations de la société civile

Associations d'usagers de l'eau

Acteurs du secteur privé

Autres institutions (préciser) : [à compléter] **Comités nationaux**

Décrire brièvement le processus suivi pour remplir le questionnaire :  
[à compléter]

4. Consigner ici toute autre observation : [à compléter]

5. Nom et coordonnées de la personne qui a rempli le questionnaire : [à compléter]

Date : [à compléter]

22 juillet 2020.

Signature : [à compléter]

*ASW*

Nous vous remercions d'avoir pris le temps d'établir le présent rapport.

*SMAI - Abdelouahab*

